



## CHAPTER N-6.1

### New Brunswick Liquor Corporation Act

*Assented to May 31, 1974*

#### Chapter Outline

##### INTERPRETATION

Definitions. . . . .	1
Board — Conseil	
Corporation — Société	
liquor — boisson alcoolique	
liquor store — magasin de la Société	
President — président	
sale and sell — vente et vendre	

##### THE CORPORATION

New Brunswick Liquor Corporation. . . . .	2
Purposes of Corporation. . . . .	3
Powers of Corporation. . . . .	4
Application of <i>Companies Act</i> . . . . .	5
Board of Directors. . . . .	6
Salaries, allowances and expenses. . . . .	7
Board meetings and by-laws. . . . .	8
President of the Corporation. . . . .	9
Employees. . . . .	10
Eligibility for appointment. . . . .	11

Providing of samples of liquor for tasting. . . . .	11.1
By-laws respecting purchases. . . . .	12

By-laws relating to construction contracts. . . . .	12.01
Agreement in relation to mark-ups. . . . .	12.1
By-laws respecting mark-ups. . . . .	12.2
Regulations. . . . .	12.3

##### FINANCIAL

Fiscal year. . . . .	13
Money from sales. . . . .	14
Repealed. . . . .	14.1
Maintaining of accounts. . . . .	15
Budget. . . . .	16

## CHAPITRE N-6.1

### Loi sur la Société des alcools du Nouveau-Brunswick

*Sanctionnée le 31 mai 1974*

#### Sommaire

##### INTERPRÉTATION

Définitions. . . . .	1
boisson alcoolique — liquor	
Conseil — Board	
magasin de la Société — liquor store	
président — President	
Société — Corporation	
vente et vendre — sale and sell	

##### LA SOCIÉTÉ

La Société des alcools du Nouveau-Brunswick. . . . .	2
Objet de la Société. . . . .	3
Pouvoirs de la Société. . . . .	4
Application de la <i>Loi sur les compagnies</i> . . . . .	5
Conseil d'administration. . . . .	6
Traitements, indemnités et frais. . . . .	7
Réunions et règlements administratifs du Conseil. . . . .	8
Président de la Société. . . . .	9
Employés. . . . .	10
Conditions à remplir pour être membre de la Société. . . . .	11

Fourniture d'échantillons de boissons alcooliques aux fins de dégustation. . . . .	11.1
Règlements administratifs pour l'achat. . . . .	12
Règlements administratifs concernant les contrats de construction. . . . .	12.01
Accord au sujet des majorations. . . . .	12.1
Règlements administratifs concernant les majorations. . . . .	12.2
Règlements. . . . .	12.3

##### DISPOSITIONS FINANCIÈRES

Exercice financier. . . . .	13
Sommes provenant de la vente. . . . .	14
Abrogé. . . . .	14.1
Ouverture de comptes. . . . .	15
Budget. . . . .	16

Power to borrow, guarantee loans and advance sums. . . . .	.17	Pouvoir d'emprunter, de garantir des prêts et de consentir l'avance des sommes. . . . .	.17
Audits. . . . .	.18	Vérification des comptes. . . . .	.18
Reserve funds. . . . .	.19	Fonds de réserve. . . . .	.19
Audit to be tabled. . . . .	.20	Présentation et dépôt du rapport vérifié. . . . .	.20
<b>TRANSITIONAL PROVISIONS</b>		<b>DISPOSITIONS TRANSITOIRES</b>	
Repealed. . . . .	.21	Abrogé. . . . .	.21
Commencement. . . . .	.22	Entrée en vigueur. . . . .	.22

---

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of New Brunswick, enacts as follows:

## INTERPRETATION

### Definitions

#### 1 In this Act

“Board” means the board of directors of the Corporation referred to in subsection 6(1); (*Conseil*)

“Corporation” means the New Brunswick Liquor Corporation established under section 2; (*Société*)

“liquor” includes

- (a) any alcoholic, spirituous, vinous, fermented, malt or other intoxicating liquid or combination of liquids,
- (b) any mixed liquid, a part of which is alcoholic, spirituous, vinous, fermented, malt or otherwise intoxicating,
- (c) all drinks or drinkable liquids and all preparations or mixtures that are capable of human consumption and intoxicating, and
- (d) beer and wine; (*boisson alcoolique*)

“liquor store” means a store established by the Corporation for the sale of liquor under this Act; (*magasin de la Société*)

“President” means the President of the Corporation appointed under subsection 9(1); (*président*)

“sale” and “sell” include

- (a) exchange, barter and traffic, and
- (b) the selling or supplying or distributing by any means whatsoever, of liquor or of any liquid known or described as beer or near-beer or by any name whatever commonly used to describe malt or brewed liquor
  - (i) by any partnership or by any society, association or club, whether incorporated or unincorporated, and whether heretofore or hereafter formed or incorporated, or

Sa Majesté, sur l’avis et du consentement de l’Assemblée législative du Nouveau-Brunswick, décrète:

## INTERPRÉTATION

### Définitions

#### 1 Dans la présente loi

« boisson alcoolique » comprend

- a) tout liquide alcoolique, spiritueux, fermenté ou fabriqué avec du vin ou du malt ou tout autre liquide enivrant ou toute combinaison de liquides,
- b) tout mélange de liquides dont l’un est un liquide alcoolique, spiritueux, fermenté ou alcoolique, spiritueux, fermenté ou fabriqué avec du vin ou du malt ou est autrement enivrant,
- c) toutes les consommations ou boissons et tous les mélanges ou préparations qui peuvent être consommés par l’homme et sont enivrants, et
- d) la bière et le vin; (*liquor*)

« Conseil » désigne le conseil d’administration de la Société visé au paragraphe 6(1); (*Board*)

« magasin de la Société » désigne un magasin établi par la Société pour la vente de boissons alcooliques en vertu de la présente loi; (*liquor store*)

« président » désigne le président de la Société nommé en vertu du paragraphe 9(1); (*President*)

« Société » désigne la Société des alcools du Nouveau-Brunswick créée en application de l’article 2; (*Corporation*)

« vente » et « vendre » comprennent

- a) l’échange, le troc et le commerce, et
- b) la vente, la fourniture ou la distribution, par quelque moyen que ce soit, de boissons alcooliques ou de tout liquide connu ou désigné comme bière ou imitation de bière ou portant toute appellation qui sert couramment à désigner une boisson fabriquée avec du malt ou brassée
  - (i) par une société en nom collectif ou une société, une association ou un club, constitués en corpo-

(ii) to any partnership, society, association or club or to any member thereof. (*vente*) et (*vendre*)

1985, c.4, s.49; 1987, c.6, s.71; 2013, c.17, s.1

## THE CORPORATION

### New Brunswick Liquor Corporation

2(1) There is hereby established a body corporate and politic to be known as the New Brunswick Liquor Corporation consisting of those persons who from time to time comprise the Board of Directors.

2(2) The Corporation is, for all purposes of this Act, an agent of Her Majesty in right of the Province of New Brunswick.

2(3) The Corporation may contract in its corporate name without specific reference to Her Majesty.

2(4) The Corporation shall have a corporate seal which it may alter or change at pleasure.

2(5) All property, whether real or personal, acquired for the purposes of this Act is vested in the Corporation as agent of Her Majesty in right of the Province of New Brunswick and may be dealt with, leased, sold or otherwise disposed of by the Corporation in its corporate name.

2(6) The Head Office of the Corporation is at the City of Fredericton, New Brunswick.

1985, c.4, s.49

### Purposes of Corporation

3 The purposes of the Corporation are

(a) to carry on the general business of manufacturing, buying, importing and selling liquor of every kind and description,

(b) to promote the responsible consumption of liquor,

(c) to participate in the development of the liquor industry in the Province,

ration ou non, fondés ou constitués préalablement ou ultérieurement à la présente loi, ou

(ii) à une société en nom collectif ou à une société, une association ou un club ou à l'un de leurs membres. (*sale*) and (*sell*)

1985, ch. 4, art. 49; 1987, ch. 6, art. 71; 2013, ch. 17, art. 1

## LA SOCIÉTÉ

### La Société des alcools du Nouveau-Brunswick

2(1) Il est créé par la présente loi une corporation appelée la Société des alcools du Nouveau-Brunswick composée des personnes qui forment à l'occasion le Conseil d'administration.

2(2) La Société est, aux fins de la présente loi, un représentant de Sa Majesté du chef de la province du Nouveau-Brunswick.

2(3) La Société peut passer des contrats sous sa raison sociale sans faire mention expresse de Sa Majesté.

2(4) La Société possède un sceau social qu'elle peut modifier ou remplacer quand elle le désire.

2(5) Tous les biens réels ou personnels acquis aux fins de la présente loi sont dévolus à la Société en sa qualité de représentant de Sa Majesté du chef de la province du Nouveau-Brunswick et peuvent être utilisés, donnés à bail, vendus ou aliénés de toute autre façon par la Société sous sa raison sociale.

2(6) Le siège social de la Société est à Fredericton au Nouveau-Brunswick.

1985, ch. 4, art. 49

### Objet de la Société

3 La Société a pour objet :

a) d'exercer l'activité commerciale générale consistant à fabriquer, à acheter, à importer et à vendre des boissons alcooliques de quelque genre ou désignation que ce soit;

b) de promouvoir la consommation responsable de boissons alcooliques;

c) de participer au développement du secteur des boissons alcooliques dans la province;

(d) to meet the needs of its customers, and

d) de répondre aux besoins des consommateurs;

(e) to provide suitable financial revenues for the Province.

e) de fournir à la province des recettes convenables.

2002, c.7, s.1; 2013, c.17, s.2

2002, ch. 7, art. 1; 2013, ch. 17, art. 2

**Powers of Corporation**

4 The Corporation has the power to do anything that the Corporation considers necessary or convenient for, or incidental or conducive to, the carrying out of its purposes and also to do such other things as a company is empowered to do under subsection 14(1) of the *Companies Act*.

**Pouvoirs de la Société**

4 La Société a le pouvoir d’accomplir tout ce qu’elle estime nécessaire, approprié, accessoire ou favorable à la réalisation de son objet et également d’accomplir les autres actes qu’une compagnie a le pouvoir de faire en vertu du paragraphe 14(1) de la *Loi sur les compagnies*.

**Application of Companies Act**

5 The provisions of the *Companies Act* apply to the Corporation so far as they are not inconsistent with the provisions of this Act.

**Application de la Loi sur les compagnies**

5 Les dispositions de la *Loi sur les compagnies* s’appliquent à la Société dans la mesure où il n’y a pas contradiction avec celles de la présente loi.

**Board of Directors**

6(1) The affairs of the Corporation shall be administered by a board of directors consisting of

**Conseil d’administration**

6(1) Les affaires internes de la Société sont administrées par son conseil d’administration, lequel se compose :

(a) the President appointed under subsection 9(1), and

a) du président nommé en vertu du paragraphe 9(1);

(b) seven members appointed by the Lieutenant-Governor in Council.

b) de sept membres que nomme le lieutenant-gouverneur en conseil.

6(1.1) The term of office of a member of the Board appointed under paragraph (1)(b) shall not exceed three years.

6(1.1) Le mandat maximal des membres du Conseil nommés en vertu de l’alinéa (1)b) est de trois ans.

6(1.2) A member of the Board appointed under paragraph (1)(b) shall not be appointed for more than three consecutive terms.

6(1.2) Le membre du Conseil qui est nommé en vertu de l’alinéa (1)b) ne peut exercer plus de trois mandats consécutifs.

6(2) Repealed: 2002, c.7, s.2

6(2) Abrogé : 2002, ch. 7, art. 2

6(3) The Board shall administer the affairs of the Corporation on a commercial basis and all decisions and actions of the Board are to be based on sound business practices.

6(3) Le Conseil gère commercialement les affaires de la Société et toutes les décisions et actions du Conseil doivent être fondées sur des pratiques commerciales saines.

6(4) The members of the Board are directors of the Corporation within the meaning of the *Companies Act* except where inconsistent with this Act.

6(4) Les membres du Conseil sont les administrateurs de la Société au sens de la *Loi sur les compagnies* sauf lorsqu’il y a contradiction avec la présente loi.

6(5) Despite subsection (1.1), the Lieutenant-Governor in Council shall appoint one member of the Board to

6(5) Par dérogation au paragraphe (1.1), le lieutenant-gouverneur en conseil nomme à la présidence du Conseil

hold office as Chair of the Board for a term of office of not less than two years and of not more than five years.

6(6) Repealed: 2013, c.17, s.3

6(7) Upon address of the Legislative Assembly, the Lieutenant-Governor in Council may remove a member of the Board appointed under paragraph (1)(b) for misbehaviour, incapacity or inability to perform his or her duties properly.

6(8) If a member of the Board resigns or is removed under subsection (7), the Lieutenant-Governor in Council may appoint a substitute for the balance of his or her term.

6(8.1) Despite subsection (1.1) and subject to subsection (7), a member of the Board shall remain in office until he or she resigns or is reappointed or replaced.

6(9) A vacancy on the Board does not impair the capacity of the Board to act.

1987, c.6, s.71; 2002, c.7, s.2; 2013, c.17, s.3; 2014, c.24, s.1

### Salaries, allowances and expenses

7(1) The Chair and other members of the Board are entitled to be paid such salaries and allowances as are fixed by the by-laws of the Corporation.

7(2) Each member of the Board is entitled to be paid such travelling and living expenses incurred by him in the performance of his duties as are fixed by the by-laws of the Corporation.

7(3) Notwithstanding subsections (1) and (2), no by-law of the Corporation fixing salary, allowances or expenses is of any force or effect unless it has been approved by the Lieutenant-Governor in Council.

2013, c.17, s.4

### Board meetings and by-laws

8(1) Five members of the Board constitute a quorum.

8(2) If a member of the Board referred to in paragraph 6(1)(b) is absent from his duties for a period in excess of three months or becomes incapacitated or disabled and is unable to act by reason of such absence, illness, infirm-

l'un de ses membres pour un mandat minimal de deux ans et maximal de cinq ans.

6(6) Abrogé : 2013, ch. 17, art. 3

6(7) Sur adresse de l'Assemblée législative, le lieutenant-gouverneur en conseil peut destituer tout membre du Conseil qui est nommé en vertu de l'alinéa (1)b) pour mauvaise conduite ou pour incapacité ou inaptitude à exercer convenablement ses fonctions.

6(8) Si un membre du Conseil démissionne ou est destitué en vertu du paragraphe (7), le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer son remplaçant pour le reste de son mandat.

6(8.1) Par dérogation au paragraphe (1.1) et sous réserve du paragraphe (7), tout membre du Conseil demeure en fonction jusqu'à sa démission, son remplacement ou la reconduction de son mandat.

6(9) Une vacance au sein du Conseil ne porte pas atteinte au pouvoir d'agir du Conseil.

1987, ch. 6, art. 71; 2002, ch. 7, art. 2; 2013, ch. 17, art. 3; 2014, ch. 24, art. 1

### Traitements, indemnités et frais

7(1) Les membres du Conseil et le président de celui-ci ont droit aux traitements et indemnités fixés par les règlements administratifs de la Société.

7(2) Chaque membre du Conseil a droit au remboursement des frais de déplacement et de séjour qu'il a supportés dans l'exercice de ses fonctions, dans les conditions fixées par les règlements administratifs de la Société.

7(3) Nonobstant les paragraphes (1) et (2), un règlement administratif de la Société fixant les traitements, indemnités ou frais remboursables n'a d'effet ou n'entre en vigueur que s'il a été approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil.

2013, ch. 17, art. 4

### Réunions et règlements administratifs du Conseil

8(1) Le quorum du Conseil est de cinq membres.

8(2) Lorsqu'un membre du Conseil nommé en vertu de l'alinéa (1)b) est absent de ses fonctions pendant plus de trois mois ou est incapable de s'acquitter de ses fonctions ou d'agir en raison de son absence, d'une maladie,

ity, incapacity or inability, the Lieutenant-Governor in Council may appoint a person to act in his stead during the period that the member is absent or incapacitated and the person appointed while so acting may discharge all the duties and shall have all the rights and powers of a director.

**8(3)** The affirmative votes of a majority of the members present at a meeting of the Board at which a quorum is present are sufficient to pass any resolution which the Board is competent to make.

**8(4)** The Board shall appoint an employee of the Corporation to be Secretary of the Board who shall perform such duties and functions as the Board may direct.

**8(5)** Subject to this Act, the Board may make by-laws for the management of the property, effects, affairs and business of the Corporation or relating to any other thing that may be necessary for carrying out the purposes of the Corporation and for the exercise of any other powers of the Corporation incidental thereto.

**8(6)** A copy of the by-laws and all amendments thereto, certified to be correct by the Secretary of the Board, is to be forwarded to the Minister of Finance.

**8(7)** There shall be minutes taken of the meetings of the Board which must be approved by the Board and certified to be correct by the Secretary of the Board.

**8(8)** A copy of the minutes of each meeting of the Board, certified to be correct by the Secretary of the Board, shall be submitted to the Minister of Finance after each meeting of the Board.

1985, c.4, s.49; 2013, c.17, s.5

### **President of the Corporation**

**9(1)** The Lieutenant-Governor in Council shall appoint a President of the Corporation for a term not exceeding five years.

**9(2)** The President shall be appointed from among those persons nominated by the Board in accordance with subsection (7).

**9(3)** The President is the Chief Executive Officer of the Corporation and is, subject to the direction of the Board, charged with the general direction, supervision and control of the business of the Corporation and may

infirmitté ou incapacité, le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer une personne pour le remplacer pendant la durée de son absence ou incapacité et, pendant la suppléance, cette personne peut s'acquitter de toutes les fonctions et possède tous les droits et pouvoirs d'un administrateur.

**8(3)** Pour qu'une résolution qui est du ressort du Conseil soit adoptée, il suffit qu'elle réunisse la majorité des voix des membres présents à une réunion du Conseil où le quorum est atteint.

**8(4)** Le Conseil nomme en qualité de secrétaire du Conseil un employé de la Société qui exerce les devoirs et fonctions qu'il peut lui prescrire.

**8(5)** Sous réserve des dispositions particulières de la présente loi, le Conseil peut établir des règlements administratifs concernant la gestion de ses biens et effets et de ses affaires et entreprises ou concernant toute autre chose qui peut être nécessaire à l'accomplissement des objets de la Société et à l'exercice de tout autre pouvoir de la Société s'y rattachant.

**8(6)** Une copie des règlements administratifs et des modifications y apportées, certifiée exacte par le secrétaire du Conseil, doit être envoyée au ministre des Finances.

**8(7)** Il doit être tenu un procès-verbal des réunions du Conseil qui doit être approuvé par le Conseil et certifié exact par son secrétaire.

**8(8)** Il est soumis au ministre des Finances, après chaque réunion du Conseil, une copie du procès-verbal de la réunion, certifiée exacte par le secrétaire du Conseil.

1985, ch. 4, art. 49; 2013, ch. 17, art. 5

### **Président de la Société**

**9(1)** Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme le président de la Société pour un mandat maximal de cinq ans.

**9(2)** Le président est nommé parmi les candidats que propose le Conseil conformément au paragraphe (7).

**9(3)** Le président est le premier dirigeant de la Société et, sous réserve de la direction du Conseil, est chargé généralement de la direction, de la surveillance et du contrôle des affaires de celle-ci et peut exercer les autres

exercise any other powers and duties conferred on him or her by the by-laws of the Corporation or by this Act.

9(4) The President shall be paid the remuneration that the Lieutenant-Governor in Council determines, and the payment shall be made out of the funds of the Corporation.

9(5) In determining the remuneration of the President, the Lieutenant-Governor in Council shall consider any recommendation made by the Board.

9(6) Before making nominations under this section, the Board shall advise the Lieutenant-Governor in Council of the skills and qualification requirements for nominees for the position of President.

9(7) In making nominations under this section, the Board shall

- (a) use a merit-based and objective approach,
- (b) ensure that nominees have the necessary skills and qualifications to hold the office of President, and
- (c) provide to the Lieutenant-Governor in Council a description of the recruitment, assessment and selection processes used and the results of those processes.

9(8) A President may be reappointed for a second or subsequent term of office not exceeding five years, but subsection (2) does not apply to a President who is reappointed before or immediately after the expiry of his or her previous term.

9(9) In the case of a temporary absence or inability to act of the President, the Board may, despite anything else in this section, appoint a substitute for him or her for the period of the temporary absence or inability to act.

9(10) On the recommendation of the Board, the Lieutenant-Governor in Council may remove the President from office in accordance with a contract of employment between the Corporation and the President or in accordance with applicable law.

9(11) If the President is removed under subsection (10), the Board may, despite anything else in this section, appoint a substitute for him or her to hold office until a new President is appointed under this section.

pouvoirs et fonctions que lui confèrent ses règlements administratifs ou la présente loi.

9(4) Le président reçoit sur les fonds de la Société la rémunération que fixe le lieutenant-gouverneur en conseil.

9(5) En fixant la rémunération du président, le lieutenant-gouverneur en conseil tient compte de toute recommandation que fait le Conseil.

9(6) Avant de proposer des candidats en vertu du présent article, le Conseil avise le lieutenant-gouverneur en conseil des aptitudes et des compétences que doivent posséder les candidats au poste de président.

9(7) Lorsqu'il propose des candidats en vertu du présent article, le Conseil :

- a) adopte une approche à la fois objective et fondée sur le mérite;
- b) veille à ce que chaque candidat possède les aptitudes et les compétences nécessaires pour occuper le poste de président;
- c) fournit au lieutenant-gouverneur en conseil une description des méthodes de recrutement, d'évaluation et de sélection utilisées et lui fait rapport de leurs résultats.

9(8) Le mandat du président est renouvelable pour des périodes de cinq ans au plus, mais le paragraphe (2) ne s'applique pas dans le cas où son mandat est reconduit avant ou immédiatement après son dernier mandat.

9(9) En cas d'absence ou d'empêchement temporaire du président, le Conseil peut, par dérogation à toute autre disposition du présent article, nommer son remplaçant pendant cette période.

9(10) Sur recommandation du Conseil, le lieutenant-gouverneur en conseil peut destituer le président conformément soit au contrat de travail que ce dernier a conclu avec la Société, soit au droit applicable.

9(11) Le président ayant été destitué en vertu du paragraphe (10), le Conseil peut, par dérogation à toute autre disposition du présent article, nommer son remplaçant



**9(12)** Despite subsections (1) and (8) and subject to subsection (10), the President shall remain in office until he or she resigns or is reappointed or replaced.

**9(13)** The resignation of the President becomes effective at the time a written resignation is received by the Corporation, or at the time specified in the resignation, whichever is later.

**9(14)** The President shall devote his or her whole time and attention to the performance of his or her functions for the Corporation and shall engage in no other occupation.

**9(15)** The President is, by virtue of the office, a non-voting member of the Board.

1988, c.29, s.1; 1991, c.27, s.31; 2002, c.7, s.3; 2013, c.3, s.1

**Employees**

**10(1)** The employees of the Corporation are to be appointed in accordance with the staff requirements and mode of appointment established by the by-laws of the Corporation.

**10(2)** The remuneration and other conditions of employment of the employees, other than the remuneration referred to in subsection 9(4), shall be established by the by-laws of the Corporation.

**10(3)** The pension plan converted to a shared risk plan in accordance with *An Act Respecting Public Service Pensions* applies to the President and the employees of the Corporation.

2002, c.7, s.4; 2013, c.3, s.2; 2013, c.44, s.33

**Eligibility for appointment**

**11(1)** A person shall not be appointed to or continue as a member of the Board unless the person is a Canadian citizen ordinarily resident in New Brunswick.

**11(2)** Subject to the approval of the Lieutenant-Governor in Council, the Board shall make by-laws establishing the policy of the Corporation in respect of conflicts of interest pertaining to members of the Board, including the circumstances that constitute a conflict of

jusqu'à ce qu'un nouveau président soit nommé en vertu du présent article.

**9(12)** Par dérogation aux paragraphes (1) et (8) et sous réserve du paragraphe (10), le président demeure en fonction jusqu'à sa démission, son remplacement ou la reconduction de son mandat.

**9(13)** La démission du président prend effet à la date à laquelle la Société reçoit sa lettre de démission ou à la date postérieure qui y est indiquée.

**9(14)** Le président consacre tout son temps et donne tous ses soins à l'exercice de ses fonctions pour la Société; il n'exerce aucune autre profession.

**9(15)** Le président est membre d'office du Conseil à titre de membre sans droit de vote.

1988, ch. 29, art. 1; 1991, ch. 27, art. 31; 2002, ch. 7, art. 3; 2013, ch. 3, art. 1

**Employés**

**10(1)** Les employés de la Société sont nommés selon les besoins en personnel et suivant les modalités de nomination établies par les règlements administratifs de la Société.

**10(2)** La rémunération et les autres conditions de travail des employés, sauf la rémunération visée au paragraphe 9(4), sont fixées par les règlements administratifs de la Société.

**10(3)** Le régime de pension converti en régime à risques partagés conformément à la *Loi concernant la pension de retraite dans les services publics* s'applique au président et à tous les employés de la Société.

2002, ch. 7, art. 4; 2013, ch. 3, art. 2; 2013, ch. 44, art. 33

**Conditions à remplir pour être membre de la Société**

**11(1)** Une personne ne peut être nommée au Conseil ni en demeurer membre que si elle citoyenne canadienne et réside ordinairement au Nouveau-Brunswick.

**11(2)** Sous réserve de l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, le Conseil prend des règlements administratifs qui établissent la politique de la Société relative aux conflits d'intérêts se rapportant aux membres du Conseil, y compris les circonstances constitu-

interest, the disclosure of a conflict of interest and the manner in which a conflict of interest is to be dealt with.

2013, c.17, s.6

### **Providing of samples of liquor for tasting**

**11.1** Notwithstanding the *Liquor Control Act*, employees of the Corporation and other persons authorized by the Corporation may provide samples of liquor for tasting purposes in liquor stores or at other premises of the Corporation to customers of the Corporation who are not prohibited under the *Liquor Control Act* from having or consuming liquor, and those customers may consume the liquor in the liquor store or at the other premises.

1992, c.89, s.1

### **By-laws respecting purchases**

**12(1)** The Corporation shall make by-laws relating to the purchase of supplies, except liquor, required by the Corporation for the transaction of its business and affairs and such by-laws shall conform so far as possible, with the spirit and intent of the *Procurement Act*.

**12(2)** All by-laws, vendor lists or other documentation relating to the purchase of supplies, adopted by the Corporation shall be open to public inspection and shall be made available to vendors who request in writing a copy of such material for the purpose of submitting tenders for the purchase of supplies by the Corporation.

1987, c.6, s.71; 2012, c.20, s.35

### **By-laws relating to construction contracts**

**12.01(1)** The Corporation shall make by-laws relating to contracts for the construction, repair or alteration of land or structures owned or administered by the Corporation, and such by-laws shall conform with the *Crown Construction Contracts Act*.

**12.01(2)** All by-laws or other documentation relating to contracts for the construction, repair or alteration of land or structures owned or administered by the Corporation shall be open to public inspection and shall be made available to contractors who request in writing a

tives de conflit d'intérêts, sa divulgation et son mode de traitement.

2013, ch. 17, art. 6

### **Fourniture d'échantillons de boissons alcooliques aux fins de dégustation**

**11.1** Nonobstant la *Loi sur la réglementation des alcools*, les employés de la Société et les autres personnes qu'elle autorise peuvent fournir des échantillons de boissons alcooliques aux fins de dégustation dans les magasins ou dans d'autres locaux de la Société à ses clients qui ne sont pas soumis à l'interdiction prévue par la *Loi sur la réglementation des alcools* d'avoir ou de consommer des boissons alcooliques, et ces clients peuvent consommer les boissons alcooliques dans le magasin ou les autres locaux.

1992, ch. 89, art. 1

### **Règlements administratifs pour l'achat**

**12(1)** La Société doit établir des règlements administratifs pour l'achat des approvisionnements, à l'exclusion des boissons alcooliques, dont elle a besoin pour exercer son activité et administrer ses affaires; ces règlements doivent autant que possible être conformes à l'esprit et à l'intention de la *Loi sur la passation des marchés publics*.

**12(2)** Tous les règlements administratifs, listes de vendeurs et autres documents relatifs à l'achat d'approvisionnements, adoptés par la Société, peuvent être consultés par le public et doivent être mis à la disposition des vendeurs qui en demandent par écrit une copie aux fins de présenter une soumission pour l'achat d'approvisionnement par la Société.

1987, ch. 6, art. 71; 2012, ch. 20, art. 35

### **Règlements administratifs concernant les contrats de construction**

**12.01(1)** La Société prend des règlements administratifs concernant les contrats de construction, de réparation ou de modification de terrains ou de constructions que la Société possède ou administre, ces règlements étant conformes à *Loi sur les contrats de construction de la Couronne*.

**12.01(2)** Tous les règlements administratifs et autres documents se rapportant aux contrats de construction, de réparation ou de modification de terrains ou de constructions que la Société possède ou administre peuvent être examinés par le public et sont mis à la dispositions des

copy of such material for the purpose of submitting tenders.

**12.01(3)** In the event of a conflict between a by-law made under subsection (1) and the *Crown Construction Contracts Act*, the *Crown Construction Contracts Act* prevails.

2013, c.17, s.7

### Agreement in relation to mark-ups

**12.1** The Corporation may enter into an agreement with the Government of Canada as represented by the Minister of National Revenue, in relation to liquor referred to in that agreement that is brought into New Brunswick from any place outside Canada,

(a) appointing officers, as defined in subsection 2(1) of the *Customs Act* (Canada), employed at customs offices located in New Brunswick, as agents of the Corporation for the purposes of

(i) accepting, on behalf of the Corporation, liquor brought into New Brunswick within the meaning of this section,

(ii) collecting, on behalf of the Corporation, the mark-up provided for in section 12.2 in relation to that liquor,

(iii) selling and releasing, on behalf of the Corporation, to the person bringing the liquor into New Brunswick, on the payment of the mark-up, the liquor in relation to which the mark-up is paid, and

(iv) detaining the liquor on behalf of the Corporation and releasing it to the Corporation where the mark-up is not paid by the person bringing the liquor into New Brunswick;

(b) authorizing, in such circumstances and on such conditions as may be specified in the agreement, the payment, on behalf of the Corporation, to a person who has paid the mark-up, of a refund of any or all of the mark-up collected in accordance with subparagraph (a)(ii) and the agreement;

(c) requiring, in such manner and at such time or times as may be specified in the agreement, the remittance to the Corporation of the mark-up collected in

entrepreneurs qui en demandent par écrit copie aux fins de présentation de soumissions.

**12.01(3)** La *Loi sur les contrats de construction de la Couronne* l'emporte sur un règlement administratif pris en vertu du paragraphe (1) en cas d'incompatibilité.

2013, ch. 17, art. 7

### Accord au sujet des majorations

**12.1** La Société peut conclure un accord avec le gouvernement du Canada représenté par le ministre du Revenu national au sujet des boissons alcooliques visées dans cet accord et apportées au Nouveau-Brunswick d'un endroit situé hors du Canada,

a) nommant les préposés, au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur les douanes* (Canada), employés aux bureaux de douane situés au Nouveau-Brunswick mandataires de la Société aux fins

(i) d'accepter, pour le compte de la Société, les boissons alcooliques apportées au Nouveau-Brunswick au sens du présent article,

(ii) de percevoir, pour le compte de la Société, la majoration prévue à l'article 12.2 au sujet de ces boissons alcooliques,

(iii) de vendre et de remettre, pour le compte de la Société, à la personne qui apporte les boissons alcooliques au Nouveau-Brunswick, sur paiement de la majoration, les boissons alcooliques au sujet desquelles la majoration est payée, et

(iv) de détenir les boissons alcooliques pour le compte de la Société et de les remettre à la Société lorsque la personne qui apporte les boissons alcooliques au Nouveau-Brunswick ne paie pas la majoration;

b) autorisant, dans des circonstances et selon les conditions pouvant être précisées dans l'accord, le paiement, pour le compte de la Société, à la personne qui a payé la majoration, d'un remboursement total ou partiel de la majoration perçue conformément au sous-alinéa a)(ii) et à l'accord;

c) ordonnant, de la manière et au moment ou aux moments pouvant être précisés dans l'accord, le versement à la Société de la majoration perçue conformément au sous-alinéa a)(ii) et à l'accord;

accordance with subparagraph (a)(ii) and the agreement;

(d) respecting forms to be used in relation to liquor brought into New Brunswick within the meaning of this section; and

(e) respecting any other matter in relation to the mark-up to be collected in relation to liquor brought into New Brunswick within the meaning of this section.

1992, c.42, s.1

### **By-laws respecting mark-ups**

**12.2** The Corporation may, by by-law, establish a formula whereby the mark-up to be collected in relation to liquor brought into New Brunswick within the meaning of section 12.1 and the value of the liquor to which the mark-up is to be applied are to be calculated for the purposes of section 12.1.

1992, c.42, s.1

### **Regulations**

**12.3** The Lieutenant-Governor in Council may make regulations respecting any matter considered necessary to carry out the agreement entered into under section 12.1.

1992, c.42, s.1

## **FINANCIAL**

### **Fiscal year**

**13** The fiscal year of the Corporation ends on the Sunday closest to the thirty-first day of March in each year or such other time as may be prescribed by the Lieutenant-Governor in Council.

2013, c.17, s.8

### **Money from sales**

**14** All money received from the sale of liquor in liquor stores or otherwise accruing in the administration of this Act is to be paid to the Corporation.

### **Repealed**

**14.1** Repealed: 1990, c.37, s.1

1989, c.20, s.86; 1990, c.37, s.1

d) concernant les formules à utiliser au sujet des boissons alcooliques apportées au Nouveau-Brunswick au sens du présent article; et

e) concernant toute autre matière relative à la majoration à percevoir au sujet des boissons alcooliques apportées au Nouveau-Brunswick au sens du présent article.

1992, ch. 42, art. 1

### **Règlements administratifs concernant les majorations**

**12.2** La Société peut, par règlement administratif, établir une formule pour calculer, aux fins de l'article 12.1, la majoration à percevoir au sujet des boissons alcooliques apportées au Nouveau-Brunswick au sens de l'article 12.1 et la valeur des boissons alcooliques auxquelles la majoration doit être appliquée.

1992, ch. 42, art. 1

### **Règlements**

**12.3** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut établir des règlements concernant toute matière jugée nécessaire pour exécuter l'accord conclu en vertu de l'article 12.1.

1992, ch. 42, art. 1

## **DISPOSITIONS FINANCIÈRES**

### **Exercice financier**

**13** L'exercice financier de la Société se termine le dimanche le plus près du 31 mars de chaque année ou à toute autre date que fixe le lieutenant-gouverneur en conseil.

2013, ch. 17, art. 8

### **Sommes provenant de la vente**

**14** Toutes les sommes provenant de la vente de boissons alcooliques dans les magasins de la Société ou provenant de toute autre façon de l'application de la présente loi doivent être versées à la Société.

### **Abrogé**

**14.1** Abrogé: 1990, ch. 37, art. 1

1989, ch. 20, art. 86; 1990, ch. 37, art. 1

**Maintaining of accounts**

**15(1)** The Corporation shall maintain in its own name one or more accounts in any chartered bank designated by the Minister of Finance.

**15(2)** Notwithstanding the *Financial Administration Act*, all money received by the Corporation through the conduct of its operations or otherwise is to be deposited to the credit of the accounts established pursuant to subsection (1) and shall be administered by the Corporation exclusively in the exercise and performance of its powers, duties and functions.

**15(3)** The Corporation shall pay all salaries of the members of the Board, its employees and all expenditures incurred by the Corporation in operating its business.

**Budget**

**16(1)** Before February 28 in each year, the Board shall prepare and submit to Treasury Board a budget containing estimates of the amounts required for working capital and for capital expenditures required during the next fiscal year for the purposes of the Corporation and forecasting the estimated net profit of the Corporation for the next fiscal year.

**16(2)** The Secretary to Treasury Board may make a report on the budget containing such recommendations as he considers appropriate, to the Chair of the Board within thirty days of receipt thereof.

**16(3)** If in any fiscal year it appears that the actual revenue or expenditure of the Corporation is likely to be substantially greater or less than estimated in its budget, the Board shall submit to Treasury Board a revised budget containing the particulars required under subsection (1).

**16(4)** All outlays and expenditures of a capital nature in excess of \$500,000 must be approved in advance by Treasury Board.

**16(5)** The Board shall submit to the Minister of Finance, at such times as he may prescribe, reports setting out the net profit and net profit forecasts of the Corporation and such reports shall contain such information as he may prescribe.

**16(6)** The Board shall submit to the Minister of Finance, at such times as the Minister may prescribe,

**Ouverture de comptes**

**15(1)** La Société doit ouvrir à son nom un ou plusieurs comptes dans une banque à charte désignée par le ministre des Finances.

**15(2)** Nonobstant la *Loi sur l'administration financière*, toutes les sommes reçues par la Société et provenant de ses opérations ou d'autres sources doivent être déposées au crédit des comptes ouverts conformément au paragraphe (1) et doivent être gérées par la Société uniquement dans l'exercice et l'accomplissement de ses pouvoirs, devoirs et fonctions.

**15(3)** La Société doit payer tous les traitements des membres du Conseil, ses employés et toutes les dépenses qu'elle supporte à l'occasion de l'exercice de son activité.

**Budget**

**16(1)** Le Conseil dresse, et présente annuellement au plus tard le 28 février au Conseil du Trésor, un budget qui renferme les prévisions des montants nécessaires pour répondre aux besoins en matière de fonds de roulement et couvrir les dépenses en immobilisations durant l'exercice financier suivant et qui donne une estimation des bénéfices nets de la Société pour celui-ci.

**16(2)** Dans les trente jours de la réception du budget, le secrétaire du Conseil du Trésor peut faire au président de celui-ci un rapport sur le budget, contenant les recommandations qu'il juge utiles.

**16(3)** S'il apparaît au cours d'un exercice financier que les recettes ou les dépenses réelles de la Société sont susceptibles d'être nettement inférieures ou supérieures aux prévisions, le Conseil d'administration doit présenter au Conseil du Trésor un budget révisé renfermant les renseignements que requiert le paragraphe (1).

**16(4)** Les mises de fonds et dépenses en immobilisations d'un montant supérieur à 500 000 \$ doivent recevoir l'approbation préalable du Conseil du Trésor.

**16(5)** Le Conseil doit présenter au ministre des Finances, aux dates que celui-ci fixe, des rapports indiquant les bénéfices nets et les prévisions de bénéfices nets de la Société; ces rapports doivent contenir les renseignements que le Ministre peut prescrire.

**16(6)** Le Conseil présente au ministre des Finances, aux dates que fixe ce dernier :

(a) a strategic plan for the Corporation, and

(b) an annual plan for the Corporation.

1979, c.49, s.1; 1984, c.44, s.16; 2002, c.7, s.5; 2013, c.17, s.9; 2016, c.28, s.86; 2016, c.37, s.123

### **Power to borrow, guarantee loans and advance sums**

**17(1)** The Corporation may, with the approval of the Minister of Finance, borrow money from and make arrangements with any chartered bank for loans or money overdrafts with such times of repayment as the Corporation considers advisable and necessary and may mortgage the lands and other assets of the Corporation to secure such loans.

**17(2)** The Lieutenant-Governor in Council may from time to time and on such terms and conditions as he considers expedient, authorize the guarantee by the Minister of Finance, on behalf of Her Majesty in right of the Province, of the repayment of all money borrowed by the Corporation under this section, and such guarantee, when given, renders Her Majesty in right of the Province liable for the repayment of the money so borrowed, and is conclusive evidence of the liability of the Province.

**17(3)** The Minister of Finance may advance out of the Consolidated Fund such sums as may be necessary for the purpose of discharging, in whole or in part, all or any liabilities of the Corporation or guaranteed, and all sums so advanced are to be repaid by the Corporation in such amounts and at such times as the Minister of Finance may decide, and until paid bear interest, for credit to the Consolidated Fund, at such rate as may be determined by the Minister of Finance.

### **Audits**

**18(1)** The Corporation shall prepare audited financial statements and submit the same to the Minister of Finance in each year at such time as may be prescribed by the Minister.

**18(1.1)** The Corporation shall release to the public a summary of its unaudited financial results within 30 days after the end of each quarter of the fiscal year.

**18(2)** The accounts of the Corporation shall show gross income arising from the sale of liquor.

a) un plan stratégique pour la Société;

b) un plan annuel pour celle-ci.

1979, ch. 49, art. 1; 1984, ch. 44, art. 16; 2002, ch. 7, art. 5; 2013, ch. 17, art. 9; 2016, ch. 28, art. 86; 2016, ch. 37, art. 123

### **Pouvoir d'emprunter, de garantir des prêts et de consentir l'avance des sommes**

**17(1)** La Société peut, avec l'approbation du ministre des Finances, contracter des emprunts auprès d'une banque à charte ou prendre des arrangements avec une banque à charte en vue d'obtenir des prêts ou avances en numéraire assortis des délais de remboursement que la Société estime souhaitables et nécessaires et elle peut également hypothéquer ses biens-fonds et autres avoirs en garantie de ces emprunts.

**17(2)** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, lorsqu'il y a lieu et aux conditions qu'il juge utiles, autoriser le ministre des Finances à garantir au nom de Sa Majesté du chef de la province le remboursement de toutes les sommes empruntées par la Société en vertu du présent article; cette garantie, une fois donnée, rend Sa Majesté du chef de la province responsable du remboursement de ces sommes et constitue une preuve péremptoire de la responsabilité de la province.

**17(3)** Le ministre des Finances peut consentir sur le Fonds consolidé les avances qui sont nécessaires pour acquitter en tout ou partie des obligations de la Société pour lesquelles il avait donné sa garantie; la Société doit rembourser les sommes qui détermine le ministre des Finances dans les délais qu'il fixe également et, jusqu'à la date de leur remboursement, ces avances portent intérêt au profit du Fonds consolidé au taux que détermine le Ministre.

### **Vérification des comptes**

**18(1)** La Société doit préparer des états financiers vérifiés et les présenter au ministre des Finances chaque année à la date qu'il fixe.

**18(1.1)** La Société rend public le sommaire de ses résultats financiers non vérifiés dans les trente jours qui suivent la fin de chaque trimestre de l'exercice financier.

**18(2)** Les comptes de la Société doivent indiquer les recettes brutes provenant de la vente de boissons alcooliques.

**18(3)** All books or records of accounts, bank books and other documentation of the Corporation shall at all times be open to the inspection of the Minister of Finance or such other person as he may designate.

**18(4)** The Lieutenant-Governor in Council may request the Auditor General or any other person to audit the accounts of the Corporation and a report of the audit containing such particulars as the Lieutenant-Governor in Council may require shall be made to the Lieutenant-Governor in Council on or before the first day of August next following the close of the fiscal year for which the report is made.

2013, c.17, s.10; 2016, c.28, s.87

**Reserve funds**

**19(1)** From the profits arising under this Act, as certified by the Minister of Finance, there shall be taken such sums as may be determined by the Lieutenant-Governor in Council for the creation of a reserve fund to repay moneys borrowed under section 17.

**19(2)** The net profits, remaining from time to time, after providing the sums required for purposes of the reserve fund, are to be paid into the Consolidated Fund in the manner and at the times prescribed by the Minister of Finance.

**Audit to be tabled**

**20** The Corporation shall, within five months after the termination of its fiscal year, submit to the Minister of Finance an audited report, in such form as the Minister may direct, on the operations of the Corporation for that fiscal year, and the Minister shall lay the report before the Legislative Assembly, if it is in session, or, if not, at the next ensuing session.

2016, c.28, s.88

**TRANSITIONAL PROVISIONS**

Repealed: 2013, c.17, s.11

2013, c.17, s.11

**Repealed**

**21** Repealed: 2013, c.17, s.12

1982, c.3, s.51; 1985, c.4, s.49; 1987, c.6, s.71; 2013, c.17, s.12

**18(3)** Tous les livres ou registres de comptabilité, livres de banque et documents de la Société peuvent être examinés en tout temps par le ministre des Finances ou par toute autre personne qu'il peut désigner.

**18(4)** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut demander au vérificateur général ou à toute autre personne de vérifier les comptes de la Société; un rapport de vérification contenant les renseignements que le lieutenant-gouverneur en conseil peut exiger doit être adressé à ce dernier au plus tard le 1er août qui suit la fin de l'exercice financier pour lequel ce rapport est dressé.

2013, ch. 17, art. 10; 2016, ch. 28, art. 87

**Fonds de réserve**

**19(1)** Il doit être prélevé sur les bénéfices réalisés en vertu de la présente loi et certifiés par le ministre des Finances les sommes qui détermine le lieutenant-gouverneur en conseil en vue de créer un fonds de réserve qui servira à rembourser les sommes empruntées en vertu de l'article 17.

**19(2)** Les bénéfices nets restant après affectation des sommes nécessaires à la constitution du fonds de réserve doivent être versés au Fonds consolidé de la façon et aux dates que prescrit le ministre des Finances.

**Présentation et dépôt du rapport vérifié**

**20** Dans les cinq mois qui suivent la fin de son exercice financier, la Société présente au ministre des Finances, en la forme qu'il prescrit, un rapport vérifié de ses activités durant cet exercice financier, document que dépose le ministre devant l'Assemblée législative si elle siège à ce moment-là sinon, à la session suivante.

2016, ch. 28, art. 88

**DISPOSITIONS TRANSITOIRES**

Abrogé : 2013, ch. 17, art. 11

2013, ch. 17, art. 11

**Abrogé**

**21** Abrogé : 2013, ch.17, art.12

1982, ch. 3, art. 51; 1985, ch. 4, art. 49; 1987, ch. 6, art. 71; 2013, ch. 17, art. 12

**Commencement**

**22** *This Act or any provision thereof shall come into force on a day to be fixed by proclamation.*

**N.B.** This Act was proclaimed and came into force April 1, 1976.

**N.B.** This Act is consolidated to February 9, 2017.

**Entrée en vigueur**

**22** *La présente loi ou l'une de ses dispositions entrera en vigueur à une date qui sera fixée par proclamation.*

**N.B.** La présente loi a été proclamée et est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 1976.

**N.B.** La présente loi est refondue au 9 février 2017.